Mardi 26 juin 2012

Entretien avec le Cluster Maritime Français et la SNSM

Le 25 juin 2012, une délégation du SNOP-FO composée de son secrétaire général et secrétaire général adjoint a été reçue par M. Francis VALLAT, président du Cluster Maritime Français dans le cadre des événements ayant conduit à l'annulation du record SNSM les 2 et 3 juin dernier au Grand Port Maritime de Nantes Saint Nazaire (GPMNSN).

Rappelons que les officiers de port en grève ont refusé à la majorité l'ouverture des écluses suite à l'autisme de la direction et l'attitude méprisante des acteurs portuaires à leur égard qui n'ont pas hésité, pendant le conflit, à piétiner la réglementation en vigueur au mépris de toutes règles de sécurité.

Cette rencontre avec M. VALLAT fixée dès la fin du conflit avait vocation de débriefer « à froid » les échanges médiatiques tumultueux entre le CMF et le SNOP-FO après l'annulation de la manifestation nautique organisée au profit de la SNSM. Nous saluons à cette occasion l'esprit de dialogue emprunt d'une courtoisie marquée de la part du président du CMF, par ailleurs administrateur à la SNSM, qui est revenu sur la déception de ses adhérents et la sienne suite à ces événements sans jamais s'immiscer dans les responsabilités ayant présidé à cette regrettable annulation. Nous avons tenu à souligner que cette volonté de dialogue faisait honneur au CMF et nous avons rappelé la logique des événements ayant conduit les officiers de ports de Nantes à refuser l'ouverture du bassin de Saint Nazaire avec les conséquences que l'on sait.

[* Lire la suite ici.....](#)

Christian

Mardi 19 juin 2012

Groupe d'échange du 18 juin 2012

Hier lundi 18 juin, s'est déroulé au ministère un groupe d'échange, dont un des points, le numéro 3, concernait les officiers de port de Calais.

Ce point numéro 3, concerne le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 2 septembre 2006, fixant les montants de la PSS de la catégorie 1.

Pourquoi le port de Calais est-il le seul concerné par cet arrêté? parce que ce point vient conclure le protocole de sortie de grève des lieutenants du port de Calais de novembre 2010.

Il s'agit en effet du troisième pan de la négociation qui s'était déroulée le 25 novembre 2010. Je rappelle que cette grève devait permettre aux nouveaux arrivants à la capitainerie de Calais, de combler une partie de la perte indemnitaire qui s'élevait à 525 euros suite à la mise en place du régime indemnitaire des ports décentralisés du 27 mai 2009.

Le résultat de cette grève, menée par les seuls Calaisiens, a permis en 2011, à tous les ports décentralisés de bénéficier d'une revalorisation du coefficient de 0,30 (0,15 pour 2010 et 0,15 pour 2011).

Si ce protocole n'arrive qu'en 2012, c'est parce que le Budget et la DGAFP avait leur mot à dire, et que cet accord est intervenu il y a seulement quelques jours.

Comme l'a précisé l'AC, ce troisième pan aurait dû être versé en 2011 mais n'a pu l'être. Donc malgré le fait que les Calaisiens aient proposé en septembre 2011 de ne plus revendiquer ce troisième pan si le dossier indiciaire était relancé, **l'administration centrale a indiqué hier qu'elle respecterait sa signature dans un accord de sortie de crise.**

Alors je trouve très surprenant que le SNPAM CGT se permette de venir contester un protocole de sortie de grève, grève qui n'était pas nationale mais locale et au cours de laquelle ce syndicat a été totalement invisible et aphone.

Je n'ai pas souvenir que le SNOP FO se soit opposé aux obtentions de revalorisations des primes de poste des GPM de Rouen et de Nantes St-Nazaire. Certainement parce qu'à Rouen le SNOP FO était seul à se mobiliser et qu'à Nantes existait une intersyndicale "intelligente" entre le SNPAM local et le SNOP FO.

Alors messieurs les dirigeants du SNPAM CGT, si votre désire, et nous le partageons, est de revendiquer une revalorisation du régime indemnitaire pour tous (ce que nous avons obtenu grâce à la grève calaisienne de 2010), faite-le avec nous, mais avec vos arguments et non pas en venant "descendre" ce que d'autres ont obtenu à la suite de combats locaux au cours desquels vous avez brillé par votre silence. Pour le moment vous semblez bien silencieux quant à vos situations locales, peut être vous conviennent elles, mais qu'en pensent vos adhérents?

Toujours est il, parce que ça, le SNPAM CGT oublie de vous le dire, **qu'une enveloppe de 30 K€ est prévue de nouveau cette année pour la revalorisation des coefficients indemnitaires 2012** et que les coefficients seront connus à la fin de ce mois, la rémunération mettant ces jours ci un point final à la rédaction de la note de gestion et cela concerne l'ensemble des ports décentralisés. Mais ça aussi ce n'est pas grâce au silence du SNPAM sur le dossier.

Les différentes pièces "justificatives" sont à suivre

* DRH du 25 novembre 2010 concernant l'accord de fin de grève

* Rapport de présentation

* Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 2 septembre 2006

* Fiche d'impact

Eric

Mercredi 13 juin 2012

Grilles indiciaires

Le 21 mai 2012, nous avons transmis à la ministre de La Fonction Publique et au ministre délégué aux Transports et à l'Economie Maritime, les courriers ci dessous.

* Lettre à madame la ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction Publique

* Lettre à monsieur le ministre délégué aux Transports et à l'Economie Maritime

Nous avons reçu aujourd'hui une réponse de la ministre de la Fonction Publique. Je précise bien de la ministre et non de la Fonction Publique, car il n'est pas courant qu'un ministre nous réponde personnellement et ne délègue cette tâche à un de ses services.

Les deux fédérations que sont la FEETS FO et la Fédération Générale des Fonctionnaires FO, fédérations dont nous dépendons, nous ont toutes deux apportées leurs soutiens lors des rencontres officielles auprès de mesdames les ministres du MEDDE et de la Fonction Publique.

Cet après midi, la réponse de la ministre a été communiquée à la Directrice des RH du MEDDE pour que ce dossier se finalise enfin entre les deux ministères et que nous puissions en finir avec ce dossier vieux de plus de 30 ans.

* Réponse de madame la ministre de la Réforme de l'Etat, de la Décentralisation et de la Fonction Publique

Ces différents courriers se retrouvent également dans la "Bibliothèque"

Eric

Jeudi 7 juin 2012

Réponse à l'article de Mer et Marine

L'exercice de la démocratie dans un monde médiatique relève parfois de la performance !

A la lecture de l'article de Mer et Marine paru ce jour et qui s'intitule "Nantes Saint-Nazaire : Les officiers de port défendent leur action", je ne peux que constater qu'il ne reprend que très partiellement l'article que nous avons proposé en droit de réponse à celui paru le 05/06 et intitulé "Le Cluster et l'IFM scandalisés par l'annulation du record SNSM".

Les faits : le Cluster Maritime Français et l'Institut Français de la Mer ont publié un communiqué qui a été repris par l'édition en ligne du journal numérique Mer et Marine le 05 juin dernier. Ce communiqué injurieux à l'égard des adhérents que nous représentons a fait l'objet d'un droit de réponse rédigé par notre secrétaire général et adressé à votre rédaction le 06/06 par le biais du formulaire de contact de Mer et Marine comme la procédure le prévoit. Pas de réponse du journal mais nous constatons ce jour la publication d'un article nous concernant et reprenant par morceau choisi l'article proposé en concluant de manière partielle et inexacte.

Le droit de réponse sur des éditions en ligne procède de la loi du 21 juin 2004 sur la confiance dans l'économie numérique (LCEN).

L'article 6, IV ; al.1er de la loi prévoit : « /Toute personne nommée ou désignée dans un service de communication au public en ligne dispose d'un droit de réponse, sans préjudice des demandes de correction ou de suppression du message qu'elle peut adresser au service./ »

Le terme "/personne/" concerne aussi bien les personnes morales que physiques bien entendu. L'article 6, IV, al 3 dispose : « /Le directeur de la publication est tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le service de communication au public en ligne sous peine d'une amende de 3 750 Euros, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu./ »

L'alinéa 4 du même article prévoit de respecter le formalisme de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse « /Les conditions d'insertion de la réponse sont celles prévues par l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 précitée. La réponse sera toujours gratuite./ ».

Cet article 13 précise notamment que "/cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée, et sans aucune intercalation. Non compris l'adresse, les salutations, les réquisitions d'usage et la signature qui ne seront jamais comptées dans la réponse, celle-ci sera limitée à la longueur de l'article qui l'au/ra provoquée. Toutefois, elle pourra atteindre cinquante lignes, alors même que cet article serait d'une longueur moindre, et elle ne pourra dépasser deux cents lignes, alors même que cet article serait d'une longueur supérieure. Les dispositions ci-dessus s'appliquent aux répliques, lorsque le journaliste aura accompagné la réponse de nouveaux commentaires/."

Ceci n'a pas été respecté car, notamment, la signature de notre secrétaire général n'apparaît pas. La disproportion des citations est également flagrante. 189 mots du cluster et l'IFM sont cités. Notre réponse n'en comprend que 103 !

En outre et en l'espèce, je considère que les conditions de publication de notre réponse ne satisfont pas aux exigences du Décret n° 2007-1527 du 24 octobre 2007 relatif au droit de réponse applicable aux services de communication au public en ligne et pris pour l'application du IV de l'article 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique.

L'article 4 précise : "/Elle/ (la réponse) /est soit publiée à la suite du message en cause, soit accessible à partir de celui-ci/."

Ce n'est pas respecté.

"/Le directeur de publication fait connaître au demandeur la suite qu'il entend donner à sa demande dans le délai prévu au troisième alinéa du paragraphe IV de l'article 6 de la loi du 21 juin 2004 susvisée ainsi que, le cas échéant, les modalités selon lesquelles il y est donné suite/".
J'attends votre contact...

Notre réponse n'est pas clairement présentée comme un droit de réponse et n'est pas accessible depuis l'article qui est à l'origine de notre réaction. Que de manquements et de fautes professionnelles de la part de ces "journalistes" maritimes qui biaisent la réalité pour en édifier une nouvelle, qui leur appartient, et qui prend manifestement partie pour le cluster, l'IFM et la SNSM.

C'est triste.

Une anecdote tout de même pour enrichir votre fonds documentaire de la réalité : durant cette grève, un officier de port patron de canot SNSM a été bipé samedi soir (02/06) vers 22h00 pour effectuer un sauvetage en face du Croisic. La vedette snsrm a bien évidemment été saccagée à Saint Nazaire et le sauvetage effectué vers 2h du matin. Mais ça, ni les membres du cluster ni ceux de l'IFM ne sauront vous le dire... Il est des vérités qui dérangent.

Quoiqu'il en soit, et dans l'attente de votre réponse, nous nous réservons le droit de porter les conditions de publication de notre droit de réponse par votre rédaction devant les tribunaux.

Cordialement,

Christian CLERC-DUMARTIN
Secrétaire Général Adjoint du SNOP-FO "

Mercredi 6 juin 2012

Comptes rendus CAP

La CAP des lieutenants de port s'est déroulée le vendredi 1er juin.
Les résultats vous ont été communiqués le jour même sur ce site.

Vous trouverez ci-dessous les comptes rendus des CAP Capitaines ainsi que celle des Lieutenants.

Est également ajouté le tableau récapitulatif des décisions de la CAP Lieutenant provenant de la DRH.

- * Compte rendu CAP Capitaine 22 ami 2012
- * Compte rendu CAP Lieutenant 1er juin 2012
- * Tableau récapitulatif mutations lieutenants

Vous retrouverez les comptes rendus dans la Bibliothèque

Eric

Dimanche 3 juin 2012

Droit de réponse

Ce jour, ce site a fait l'objet de quelques envois de commentaires (5) concernant le mouvement de grève des Nantais et l'annulation du trophée SNSM de St Nazaire.

J'attire l'attention des visiteurs de ce site, que ce dernier est un site d'information à l'intention des Officiers de port des ports Français. Ce n'est pas un défouloir pour bénévoles en colères.

Si vous souhaitez vous défouler, n'hésitez pas à adresser vos reproches au Directeur Général du GPMNSN ou au commandant du port.

En attendant, étant démocrate et considérant que ce site doit informer des commentaires de ses lecteurs même si ce n'est pas toujours aimable, j'ai ajouté les mails reçus ce soir dans les commentaires ci dessous.

Cependant, je précise que je n'ai pas mis les trois commentaires d'une personne non identifiée, qui généralise en traitant toute la profession de "lâches" et de "pauvres types" ainsi que de "preneurs d'otages" mais qui n'a pas eu les couilles de me communiquer une adresse pour lui répondre.

Je note que deux dames ont eu, malgré leur colère légitime, le courage de laisser leurs adresses pour que je leur réponde.

Alors je ne sais pas si les officiers de port sont des lâches, mais nous avons les couilles d'afficher ces commentaires, même désagréables, alors que ce lâche généralise ces attaques à toute une profession alors que des femmes ont plus de courage que lui.

Vu ce manque de courage, je doute de son appartenance à la Société Nationale de Sauvetage en Mer, encore un mouton qui se contente de regarder du bord de quai.

Eric

Vendredi 1er juin 2012

Résultats des Mutations Lieutenants 2012

Ce jour a eu lieu à La Défense, la CAP des Lieutenants de port pour le cycle des mutations 2012.

Le c.r détaillé vous parviendra ultérieurement.

Sont mutés pour:

Brest André Fichoux

St Malo Pierre Dufeil

Lorient Arnaud Le Roux

Sables d'Olonne Jean Robin

Nantes Gaël Kerzerho

Rouen David Jacquot

Rouen Thierry Duprat au 1er novembre

Tonnay Charentes Bernard Abalan sous réserve de titularisation

Bayonne Philippe Lietard sous réserve de titularisation

Toulon Francesco Sibio et Olivier Souplet

Marseille Ange Pipolo

Eric